Burundi : Déception après le rapport sur les exécutions extrajudiciaires

PANA, 24 aoÃ»t 2012Une commission d'enquÃªte dÃ©ment l'existence d'exÃ©cutions extrajudiciaires au BurundiBujumbura, Burundi - Il n'existe pas d'Ã©lÃ©ments suffisants pour conclure Ã l'existence de cas d'exÃ©cutions extrajudiciaires au Burundi, selon le rapport d'une commission qui a enquÃªtÃ© durant les deux derniers mois sur la question.La commission d'enquÃªte, composÃ©e de six magistrats, avait Ã©tÃ© mise sur pied Ã la suite d'accusations de l'Association pour la protection et la dÃ©fense des droits humains (APRODH), selon lesquelles, 483 personnes ont Ã©tÃ© exÃ©cutÃ©es "sommairement" dura l'annÃ©e 2011 au Burundi.
Lâ€™organisation internationale de dÃ©fense des droits de lâ€™Homme, Human rights watch (HRW), avait Ã©galement publiÃ dÃ©but de cette annÃ©e un rapport alarmant sur des prÃ©sumÃ©s cas d'exÃ©cutions extrajudiciaires au Burundi qui avait fÃ¢c le gouvernement burundais.Le procureur gÃ©nÃ©ral de la RÃ©publique, Valentin Bagoribarira, s'est rÃ©joui des conclusions de l'enquÃªte menÃ©e par la commission de six magistrats."Il ressort des rÃ©sultats des enquÃªtes menÃ©es quâ€™aucun crime tous ceux qui ont Ã©tÃ© documentÃ©s ne rÃ©pond Ã la qualification dâ€™exÃ©cution extrajudiciaire", a-t-il relevÃ©.Il a rappe droit international, les exÃ©cutions extrajudiciaires se dÃ©finissaient par "lâ€™utilisation intentionnelle, dÃ©libÃ©rÃ©e, prÃ©mÃ la force des Etats ou leurs agents agissant sous couvert de la loi, ou par un groupe armÃ© dans un conflit armÃ© et dirigÃ© Ã lâ€™encontre dâ€™une personne individuellement sÃ©lectionnÃ©e, nâ€™Ã©tant pas sous la garde physique de lâ€™agresse ailleurs, disculpÃ© les corps de dÃ©fense et de sÃ©curitÃ© des allÃ©gations faisant Ã©tat du rÃ¨gne de lâ€™impunitÃ© en leu statistiques montrent que des militaires et policiers responsables des violations de la loi sont poursuivis en justice et punis", a-t-il prÃ©cisÃ©.Pour sa part, le dÃ©lÃ©guÃ© gÃ©nÃ©ral du Forum pour le renforcement de la SociÃ©tÃ© civile (FORS ONG locale forte de 146 associations membres, Pacifique Nininahazwe, a exprimÃ© une "immense dÃ©ception" aprÃ¨s la publication du rapport, surtout "pour les familles des victimes qui sâ€™attendaient Ã ce que justice leur soit rendue".